

## **ANAPOLIS : LE TEMPS DE RESPONSABILISER LES PAYS ARABES EST VENU**

**David Bensoussan – Les Éditions Du Lys**

Beaucoup s'entendent pour dire qu'il ne faut pas espérer des miracles à la Conférence d'Annapolis, car tant le premier ministre israélien, que le président de l'Autorité palestinienne sont politiquement affaiblis. Tout au plus s'y est-on entendu pour remettre à l'ordre du jour la feuille de route du Quartet composé de l'Union européenne, de la Russie, des États-Unis et de l'ONU. Dans le contexte actuel, il est difficile d'imaginer un scénario de concessions territoriales douloureuses sans l'arrêt des hostilités. Le Hamas soutenu par l'Iran conteste l'Autorité palestinienne et essaie de faire dérailler ce processus. Il est probable que dans ces conditions, l'on assiste à la désintégration de la coalition gouvernementale qui permet au parti Kadima du Premier Ministre Olmert de diriger les destinées du pays.

La nouveauté cependant est la participation de la Ligue arabe à Annapolis et c'est peut-être la crainte éprouvée face aux ambitions régionales de l'Iran qui urge les pays arabes à s'aligner sur les États-Unis. L'Arabie saoudite participe à cette conférence et c'est une première. Même la Syrie qui s'est alignée sur l'Iran pour protester contre la volonté des puissances de faire cesser son ingérence dans les affaires libanaises, a été contrainte de participer à cette conférence.

Le conflit israélo-palestinien est en fait un conflit israélo-arabe et une solution quelconque qui écarterait les pays arabes serait une solution précaire. Or, ce sont ces mêmes pays qui ont la plupart du temps alimenté ce conflit pour des raisons de politique intérieure et ce, au détriment des Palestiniens. Lorsqu'elle a existé, l'unité arabe s'est faite pour s'opposer à Israël. Ce sont les états arabes qui ont refusé la partition en 1948 et qui ont déclenché une guerre pour éliminer Israël de la carte. Les documents récemment dévoilés par l'ex-ministre de la Justice canadien Irwin Cotler à New York le 5 novembre 2007 ont mis en évidence la collusion des états arabes avant 1948 pour déposséder leurs citoyens juifs. Les états arabes ont une responsabilité directe en regard du sort des réfugiés juifs du Moyen-Orient. De fait, il y eut bien plus de réfugiés juifs des pays arabes que de réfugiés palestiniens. Cette réalité qui est souvent absente de l'agenda des organisations internationales n'en constitue pas moins un des facteurs clefs qui doit être pris en compte si l'on aspire à une solution globale du conflit.

Pour reprendre les mots d'Irwin Cotler, sans vérité, il n'y a pas de justice, sans justice, il n'y a pas de réconciliation véritable et sans réconciliation véritable, il ne peut y avoir de paix durable.